

Didier LEMAIRE



à monsieur le président de la République,
Palais de l'Élysée, 55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris.

Le jeudi 29 mars 2018

Monsieur le président de la République,

En tant que citoyens, nous sommes très préoccupés par le fait que votre gouvernement n'a, à ce jour, défini aucune stratégie claire pour lutter contre les causes de l'islamisme politique. De nombreux jeunes français, musulmans ou non-musulmans, partagent aujourd'hui des valeurs anti-démocratiques, anti-républicaines, voire adhèrent à une idéologie régressive et obscurantiste. Comme le remarquent de nombreux observateurs, une forme de guerre civile devient envisageable.

Le livre de Raphaëlle Bacqué et d'Ariane Chemin, La communauté, paru au mois de janvier dernier, met fin à des années de déni aussi bien journalistique que politique. En écrivant l'histoire de Trappes, il documente le processus de transformation d'une population qui a conduit à l'édification d'une pépinière djihadiste en pleine région parisienne. Il pose la question des responsabilités multiples, tant locales que nationales. Les derniers chapitres montrent comment les injustices, réelles ou perçues dans un imaginaire victimaire entretenu par certains, constituent le terreau de l'islamisme.

Comme on le voit à travers ce livre, pour les tablighis, les Frères musulmans et les salafistes, la pratique religieuse n'est plus réellement une pratique spirituelle dans un espace social où règne l'altérité mais une pratique identitaire qui instaure un clivage entre les « vrais musulmans » et les autres, « mauvais musulmans » et « mécréants ». Ce clivage marque le rejet violent des valeurs démocratiques et prélude à la déshumanisation des bourreaux et des victimes. Car au-delà du projet totalitaire d'une société qui ne serait plus régie par des lois humaines, cette « communauté » considère dorénavant le reste de la société comme appartenant à une humanité inférieure. Ainsi une continuité entre djihadistes non-violents et djihadistes ultra-violents est-elle assurée.

Jusqu'à présent, votre gouvernement a repris en main la chaîne de commandement des forces de protection défaillante lors des attentats de 2015. Il a rétabli l'efficacité des services de renseignement pour parer aux menaces immédiates d'attentats et de tueries de masse toujours très élevées. Grâce à ces mesures, vous avez évité à notre pays un certain nombre d'attaques l'an dernier. Cependant, ce temps d'avance sur les assassins potentiels ne saurait se prolonger indéfiniment. Nos ennemis vont s'adapter comme ils l'ont toujours fait. Sans une stratégie pour supprimer les conditions qui poussent les gens vers l'islamisme, nous serons tôt ou tard confrontés à de nouveaux passages à l'acte.


Or, dès 2004, le rapport Obin mettait déjà en garde le ministre de l'éducation nationale sur l'évolution inquiétante de ces « contre-sociétés » qui se multipliaient un peu partout sur le territoire. Cet avertissement, suivi d'un plan pour éviter la catastrophe, ne semble pas avoir été pleinement pris en compte par les différents ministres jusqu'à ce jour. Après les attentats de 2015, soit onze ans plus tard, quelques mesures, concernant surtout la laïcité à l'école, ont certes été prises. Mais celles-ci demeurent insuffisantes au regard de la situation. Monsieur le président, allez-vous poursuivre une politique qui a conduit à tant de drames humains ?

Nos jeunes sont livrés à des réseaux qui recrutent dans les quartiers au grand jour et sur internet. Comment se fait-il que notre République abandonne ses enfants ? Pourquoi l'État ne démantèle-t-il pas ces réseaux ? Pourquoi n'apporte-t-il aucune réponse d'ensemble pour transformer les conditions sociales qui favorisent l'islamisme ? Monsieur le président, quel changement d'orientation à l'égard des populations issues de l'immigration envisagez-vous ?

En un mot, quelle politique d'intégration comptez-vous mener pour mettre fin au sentiment de non-appartenance au monde d'une partie toujours plus grande de nos concitoyens ?

Veuillez agréer, monsieur le président de la République, l'expression de notre respectueuse considération.

Didier Lemaire, professeur de philosophie au lycée de la Plaine de Neauphle
et Jean-Pierre Obin, ancien inspecteur général de l'Éducation nationale

Cosignataires : Marie-Laure et Jacques Segal, 
Daniel Tenand, Alice Lalire, Eric Hardin, Samir Mecibah, Sylvie Sohier.